

505 LM185/16

4946

(1942)

X

Conditions de résiliation du contrat de travail
durant l'occupation

Loi 4. 9.42 (J.O. 13. 9.42)
Arrêté 20. 9.42 (J.O. 20.10.42)
Avis général P 1 n° 1 2.II.42

Conditions de résiliation du contrat de travail durant l'occupation

P

**DISPOSITIONS RELATIVES AU LICENCIEMENT ET A
LA CESSATION DE SERVICES DES AGENTS DU CADRE
PERMANENT ET AUXILIAIRES DE LA S. N. C. F.**

Le Journal Officiel du 20 octobre 1942 publie un Arrêté du 20 septembre 1942 aux termes duquel la S.N.C.F. est, en ce qui concerne le congédiement et la résiliation du contrat de travail, soumise aux dispositions de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 et aux dispositions de l'Arrêté inter-ministériel du 19 septembre 1942.

Le texte de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre ainsi que des extraits de l'Arrêté inter-ministériel du 19 septembre 1942 sont donnés dans l'Annexe I au présent Avis général.

Il résulte en particulier de ces dispositions qu'en quittant la S.N.C.F. sans autorisation, un agent (du cadre permanent ou auxiliaire) s'expose aux peines d'emprisonnement ou d'amende prévues par l'article 12 (dont le texte est donné dans l'Annexe I) de la loi du 4 septembre 1942.

Les formalités à observer à l'occasion du départ des agents du cadre permanent et des auxiliaires feront l'objet d'instructions particulières.

DISTRIBUTION		
P I		
EX	MT	VB
1 - 2	1 - 2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 12
18	55 - 56	31 à 33
21	64	41 - 43
31	91 à 93	51 - 52
91 à 93		57
		61 - 64
		71 - 75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

Il est rappelé, d'autre part, au Personnel qu'en vertu de l'art. 13 du Règlement d'administration publique du 28 novembre 1938 « dès la publication du Décret d'ouverture du droit de réquisition et jusqu'à publication du décret mettant fin au droit de réquisition » tout agent de la S.N.C.F. (du cadre permanent ou auxiliaire) est tenu « de rester au poste qu'il occupe ou de rejoindre tout autre poste qui pourrait lui être assigné par l'Autorité compétente ».

L'ouverture du droit de réquisition a été prononcé par décret du 25 août 1939 et il n'a pas été mis fin depuis lors à ce droit de réquisition.

En quittant son poste sans autorisation, un agent de la S.N.C.F. s'expose donc aux sanctions prévues par l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938 modifiée par le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et est, par conséquent, passible d'un emprisonnement de 6 jours à 5 ans et d'une amende de 500 f à 30 000 f ou à l'une de ces deux peines.

Paris, le 2 novembre 1942.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

LOI n° 869 du 4 Septembre 1942**RELATIVE à l'UTILISATION et à l'ORIENTATION de la MAIN-d'ŒUVRE**

ARTICLE 5 — Tout congédiement, toute résiliation de contrat de travail sans autorisation préalable des services de l'inspection du travail sont interdits dans les entreprises industrielles et commerciales, en vue d'assurer la stabilité du personnel.

ARTICLE 12 — Toute personne qui enfreint la présente loi ou les mesures prises pour son application sera passible d'un emprisonnement de six jours à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à trente mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, qui pourront être portées au double en cas de récidive.

Arrêté interministériel du 19 Septembre 1942

ARTICLE 1^{er} — Toute personne employée dans un établissement soumis aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre, désireuse d'abandonner son emploi, doit en obtenir l'autorisation préalable de l'Inspecteur du Travail (1).

Toute personne du sexe masculin autorisée à quitter son emploi dans ces conditions, devra en faire la déclaration à la Mairie de sa résidence dans les formes prévues par l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1942 pris par application de la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre.

Dans le cas d'une demande motivée pour raison de santé ou incapacité physique constatée par un certificat médical ou dans le cas d'empêchement grave, l'Inspecteur du Travail (1) peut subordonner sa décision à une vérification et, s'il y a lieu, un examen médical par un médecin assermenté choisi sur une liste dressée par le Préfet et dont la rémunération est à la charge du département.

ARTICLE 2 — Tout chef d'établissement soumis aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi susvisée qui veut licencier du personnel doit, au préalable, en aviser l'Inspecteur du Travail (1) en faisant connaître les nom, prénoms, nationalité, âge, sexe, adresse, qualification professionnelle ou métier exercé de chacune des personnes qu'il se propose de licencier, ainsi que les motifs de leur licenciement.

Les personnes du sexe masculin licenciées dans ces conditions devront faire à la Mairie de leur résidence la déclaration prévue à l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1942 pris par application de la loi du 4 septembre 1942, relative à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre.

Lorsqu'un chef d'établissement invoquera à l'appui d'une demande de licenciement, l'incapacité professionnelle ou d'incapacité physique de l'intéressé, l'Inspecteur du Travail (1) pourra subordonner sa décision à une vérification et, s'il y a lieu, à un examen médical dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Lorsqu'un chef d'entreprise invoquera à l'appui de sa demande un motif disciplinaire grave, l'Inspecteur du Travail (1) devra faire connaître sa décision dans un délai de trois jours. A défaut de réponse dans ce délai, le licenciement sera considéré comme approuvé.

◆ (1) En ce qui concerne la S.N.C.F., ce rôle est joué par l'Inspecteur du Service de la Main-d'Œuvre et des Transports.

4946

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 20 octobre 1942

Arrêté du 20 septembre 1942
portant application de la loi du 4 septembre 1942
relative à l'utilisation et à l'orientation de la
main-d'oeuvre en ce qui concerne les conditions
d'embauchage et de résiliation du contrat de travail

Le Secrétaire d'Etat aux Communications et le Secrétaire
d'Etat au Travail,

Vu la loi n° 869 du 4 septembre 1942 relative à l'utili-
sation et à l'orientation de la main-d'oeuvre, et notamment l'ali-
néa a de son article 6 ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1942 pris en vertu de l'ali-
néa b de l'article 6 de ladite loi,

Arrêtent :

Art. 1er - La Société Nationale des Chemins de fer fran-
çais, la Compagnie internationale des wagons-lits et des grands
express européens, la Compagnie du chemin de fer métropolitain
de Paris et les entreprises de manutention ferroviaire et de
travaux connexes, sont, en ce qui concerne le congédiement et la
résiliation du contrat de travail, soumises pour l'ensemble du
territoire métropolitain aux dispositions de l'article 5 de la
loi du 4 septembre 1942 et aux dispositions de l'arrêté intermi-
nistériel du 19 septembre 1942.

Art. 2 - Les dispositions du présent arrêté sont appli-
cables pour tout le territoire à dater du 19 septembre 1942.

Fait à Vichy, le 20 septembre 1942.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,
Robert GIBRAT

Le Secrétaire d'Etat au Travail,
Hubert LAGARDELLE

EXTRAIT du JOURNAL OFFICIEL

du 13 septembre 1942

LOI n° 869 du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation
et à l'orientation de la main d'œuvre.

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETONS :

Art. 1er - Pour faciliter l'exécution de tous travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la nation, les dispositions ci-après entreront en vigueur à compter de la publication du présent décret et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret pris en conseil des ministres.

Titre Ier

Organisation du travail

Art. 2 - Parmi les Français et ressortissants français résident en France et dont l'aptitude physique aura été médicalement constatée, toute personne du sexe masculin âgée de plus de dix-huit ans et de moins de cinquante ans, et toute personne du sexe féminin, célibataire, âgée de plus de vingt et un ans et de moins de trente-cinq ans, peuvent être assujetties à effectuer tous travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la nation.

Art. 3 - En vue de l'application de l'article précédent, chaque chef d'entreprises sera tenu de se conformer aux instructions qu'il pourra recevoir des secrétaires d'Etat compétents, notamment pour la constitution d'équipes de travailleurs.

Art. 4 - Des décrets particuliers rendus sur la proposition du secrétaire d'Etat au travail et des secrétaires d'Etat compétents dans l'ordre économique fixeront les modalités d'application des articles 2 et 3 ci-dessus.

TITRE II

Embauchages et licenciements

Art. 5 - Tout congédiement, toute résiliation de contrat de travail sans autorisation préalable des services de l'inspection du travail sont interdits dans les entreprises industrielles et commerciales, en vue d'assurer la stabilité du personnel.

D'autre part, aucun embauchage ne pourra, dans lesdites entreprises, être effectué que par l'intermédiaire des services de l'inspection du travail.

Art. 6 - Des arrêtés du secrétaire d'Etat au travail et des secrétaires d'Etat compétents dans l'ordre économique détermineront :

a) soit pour l'ensemble du territoire, soit pour une région ou une localité déterminée, les branches d'industrie ou de commerce, les professions auxquelles s'appliqueront les dispositions de chacun des alinéas de l'article précédent;

b) les conditions de travail du personnel et les obligations des chefs d'entreprises soumis aux dispositions de l'article précédent.

Art. 7 - Les inspecteurs du travail seront, concurremment avec les officiers de police judiciaire, chargés d'assurer l'exécution des dispositions des articles 5 et 6 de la présente loi et des arrêtés complémentaires qui en découleront.

TITRE III

Obligation de travail

Art. 8 - Tout Français ou ressortissant français du sexe masculin, résidant en France, âgé de plus de dix-huit ans et de moins de cinquante ans et dont l'aptitude physique aura été médicalement constatée, devra pouvoir justifier d'un emploi utile aux besoins du pays.

Art. 9 - Toute personne visée à l'article précédent qui ne fournira pas cette justification pourra être assujettie à un travail qui lui sera désigné par les services dépendant du secrétariat d'Etat au travail.

Art. 10 - Des décrets rendus sur la proposition du secrétaire d'Etat au travail et des secrétaires d'Etat intéressés fixeront les modalités d'application des articles 8 et 9.

TITRE IV

Rééducation professionnelle

Art. 11 - En vue d'orienter les travailleurs vers les professions qui manquent de main d'oeuvre, une formation technique et professionnelle adaptée devra être organisée par les employeurs dans les conditions qui seront précisées par des arrêtés du secrétaire d'Etat au travail.

TITRE V

Dispositions générales

Art. 12 - Toute personne qui enfreint la présente loi ou les mesures prises pour son application sera passible d'un emprisonnement de six jours à cinq ans et d'une amende de seize à trente mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, qui pourront être portées au double en cas de récidive.

Art. 13 - Les étrangers résidant en France pourront être soumis à des mesures analogues qui seront définies par des décrets rendus sur la proposition du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et du secrétaire d'Etat au travail.

Art. 14 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 septembre 1942.

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

(suivent les signatures des ministres et secrétaires d'Etat intéressés.)